

Le fidèle parmi les fidèles

Entretien avec George Fernandes

Claude Arpi

George Fernandes, leader syndicaliste entre pour la première fois à la Chambre des députés en 1967. Depuis 1977, il a occupé de nombreux postes ministériels importants. Entre 1999 et 2004, il est ministre indien de la défense. Il préside toujours l'Alliance Nationale Démocratique (NDA), principale alliance d'opposition.

La plupart des tibétains que j'ai rencontrés à Dharamsala disent que George Sahib [M. George] est l'ami fidèle des tibétains. Pourriez-vous nous parler de votre association avec le dalai-lama et les réfugiés tibétains ?

Ma relation avec Sa Sainteté le dalai-lama a débuté lorsque Ram Manohar Lohia [important leader socialiste et guru politique de George Fernandes] lui a recommandé de m'envoyer des jeunes tibétains pour étudier le socialisme. Mais même avant cela, j'avais établi une relation personnelle avec Sa Sainteté, dès son arrivée en Inde, en 1959. Peu de temps après que Sa Sainteté ait quitté son pays et demandé l'asile politique en Inde, j'ai demandé au Consulat chinois de Bombay de me recevoir avec une délégation. J'ai appelé le représentant chinois au téléphone et lui ai dit : « Je viens avec quelques uns de nos travailleurs et je voudrais que vous preniez connaissance d'un mémorandum. » En chemin, ma délégation grandit jusqu'à un millier de personnes ! Tout le monde était bouleversé par le fait que Sa

Sainteté avait été expulsée de son pays. Lorsque nous avons atteint le Consulat, nous avons trouvé les portes fermées et le personnel nous observait des fenêtres. J'avais le mémorandum à la main. Je leur ai demandé d'ouvrir la porte. J'avais un micro et je m'adressais au personnel du Consulat : « Ouvrez la porte, nous avons demandé un rendez-vous, nous voulons vous présenter un mémorandum ». Il n'y eut aucune réponse d'aucune sorte et les Chinois continuaient à nous regarder de leurs fenêtres. Alors nous avons chanté des slogans. Au bout d'un moment, il devint évident que personne ne nous recevrait. Alors j'ai fait quelque chose que, plus tard, Ram Manohar Lohia qualifia de très stupide : j'ai envoyé un de mes collègues au marché en taxi, en lui demandant de ramener toutes les tomates et tous les œufs pourris qu'il trouverait. J'ai envoyé un autre collègue dans un autre taxi jusqu'à mon bureau pour ramener une photo de Mao Zedong. Ils s'acquittèrent tous les deux de leur mission et nous avons alors jeté les œufs pourris et les tomates sur le portrait. Quelques jours plus tard, le gouvernement de l'Inde (Nehru était Premier Ministre) recevait une lettre du gouvernement chinois, qui exigeait des excuses inconditionnelles de la part de l'Inde. Nehru répondit immédiatement que notre système politique était fondé sur le multipartisme et qu'il ne pouvait pas contrôler les partis politiques ; il ajouta : « Je vous en prie, ne prenez pas cela au sérieux ». Cette lettre parvint à Zhou Enlai qui répondit : « Peu nous importe votre système politique. Nous exigeons des excuses inconditionnelles et nous n'oublierons ni ne pardonnerons pour les cent ans à venir ». Depuis ce jour, je me devais d'être aux côtés de Sa Sainteté.

Ma première rencontre avec lui date de sa venue au Parlement. Il était venu rencontrer Manohar Lohia avec un jeune homme [Lodi Gyari, dont nous publions l'interview]. Sa Sainteté amena ce jeune homme

pour le présenter à Lohia. Après la réunion, le dalaï-lama dit à Lodi Gyari : « Allez voir George Fernandes (j'habitais tout près) pour qu'il vous instruisse sur de le socialisme. » C'est ainsi que cela a commencé, avec cette réunion et l'incident de Mumbai.

C'était une question de principes, pour vous ?

Après l'entrée des chinois au Tibet, Lohia a pris une position très ferme. Il a dit que ce qui était [arrivé au Tibet] était comparable à l'assassinat d'un bébé. Il tenait beaucoup à ce que nous luttions pour le droit du peuple Tibétain à disposer d'eux mêmes. Jaya Prakash Narayan [un autre dirigeant socialiste réputé] était du même avis. Quelques temps après la mort de Manohar Lohia, Jaya Prakash organisa une Conférence pour le Tibet, c'était en 1960. J'en faisais partie et je devais défendre les vues de Lohia sur ce sujet. J'étais déterminé à ce que nous maintenions la pression. Nous avons organisé plusieurs réunions publiques et, plus tard, une autre Conférence, à laquelle des gens du monde entier ont participé (c'était avant la guerre sino-indienne de 1962). Puis il y a eu à nouveau une Conférence en Allemagne, à laquelle j'ai aussi participé. La résolution finale déclarait que nous poursuivrions la lutte jusqu'à ce que Sa Sainteté soit en mesure de retourner au Tibet. Nous avons aussi soutenu les initiatives prises par d'autres dans le monde, en collaboration avec Lodi Gyari. Aux Etats-Unis, il a reçu un soutien considérable, de la part des dirigeants politiques, et aussi de l'Internationale Socialiste.

Comment expliquez-vous que, du moins en Inde, ce sont surtout les socialistes qui ont participé à ce mouvement?

Contrairement aux marxistes, tous les socialistes – je veux dire les socialistes démocratiques – ont pris fait et cause pour le Tibet et ce, jusqu'à nos jours. J'ai reçu récemment une lettre de Sa Sainteté où il expliquait comment le futur gouvernement tibétain pourrait prendre en charge les affaires tibétaines sans nuire à la Chine. C'était sa déclaration à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement tibétain [le 10 mars 1959].

Vous avez été le ministre de la défense de l'Inde et vous êtes conscient que dans la proposition du dalai-lama, la défense du Tibet restera la responsabilité de la Chine. Dans un éventuel conflit, quel rôle, selon vous, jouerait le Tibet ?

Et bien j'espère qu'après le conflit de 1962 il n'y aura pas d'autre conflit entre la Chine et l'Inde. À l'époque, l'Inde avait été prise par surprise. Le Pandit Nehru avait mené une politique appelée *Hindi-Chini Bhai-Bhai* [les Indiens et les Chinois sont frères]. Il pensait que c'était le meilleur moyen d'éviter tout conflit. L'Inde d'aujourd'hui n'est plus celle de Nehru. Je ne pense pas qu'une telle situation puisse se reproduire alors que l'Inde est grande et forte, de même que l'est la Chine. Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir une guerre entre ces deux pays, ce serait un désastre dont aucun ne se remettrait.

Vous avez visité la Chine en 2003, en tant que ministre de la défense. Les Chinois avaient-ils oublié ce que vous aviez fait en 1959 ?

Un jour, l'ambassadeur de Chine en Inde est venu ici. Nous avons une réunion de travail. Je lui ai rappelé qu'il m'avait été dit que ce que j'avais fait ne serait « ni oublié ni pardonné pendant cent ans ». Il me

répondit : « Ceci est le passé. Les dirigeants de notre pays veulent que vous veniez en Chine ». J'étais hésitant, je ne savais pas comment être en accord avec moi-même sur ce point. Peu de temps après, j'ai eu deux ou trois réunions avec notre ambassadeur en Chine, qui m'a dit : « Il est très important que vous vous rendiez en Chine. Les dirigeants souhaitent vous rencontrer, vous connaître. Finalement le Gouvernement décida que je devais m'y rendre.

Voyez-vous des chances de succès dans les négociations en cours entre Lodi Gyari et ses homologues chinois ? Beaucoup de gens sont sceptiques, bien que le dalaï-lama ait beaucoup réduit ses exigences.

Et bien j'ai le sentiment qu'avec le temps – et je ne parle pas de dizaines d'années mais d'ici peu – la Chine comprendra pourquoi le Tibet devrait jouir de ses droits. Je n'ai pas le sentiment que le chapitre soit clos, je pense que tout est encore ouvert.